CÁTEDRA LIBRE · UNIVERSIDAD LIBERTÉ

«Apprendre à penser comme des chanceliers» : Hernán Alberto Terneus a donné une classe sur les conflits internationaux à Liberté

Cooperativa Liberté · 21 de juin de 2026 · Cooperativa Liberté

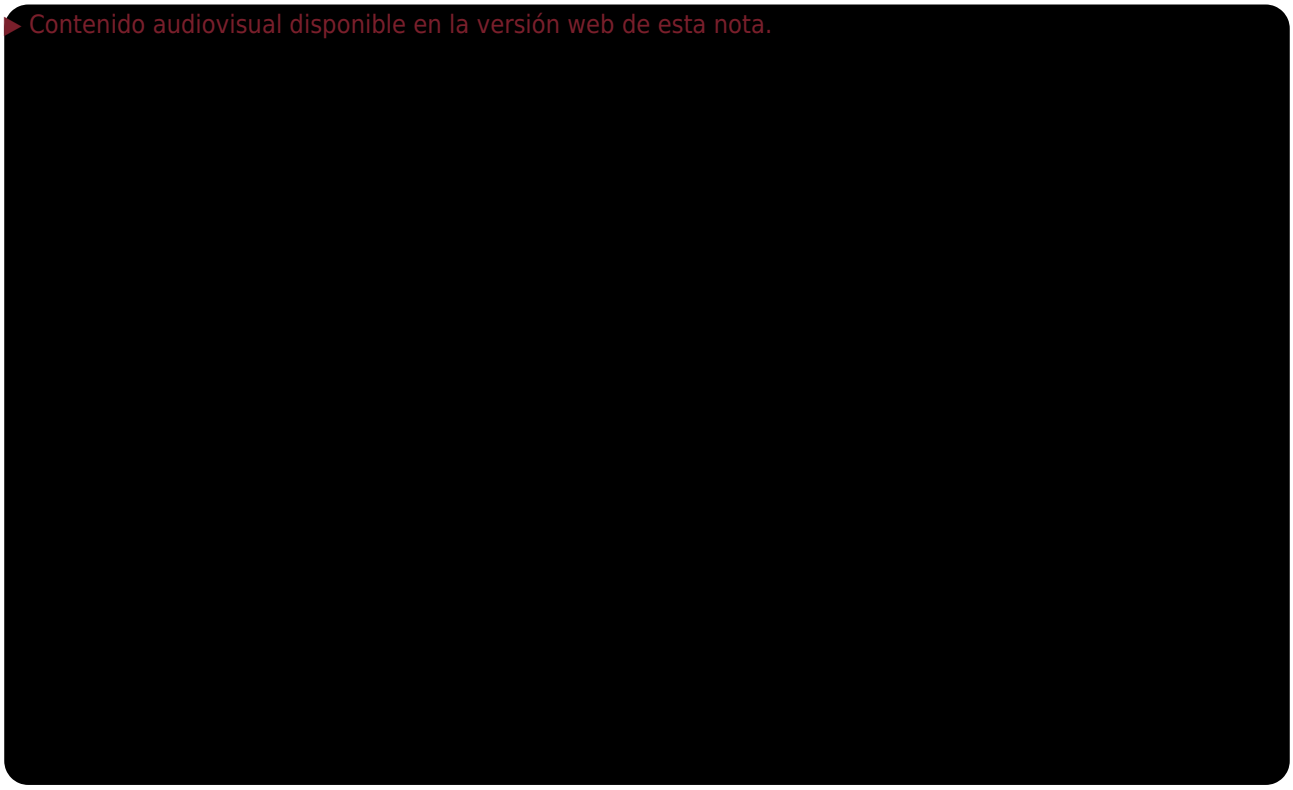
Le consultant Hernán Alberto Terneus —spécialiste des Nations Unies en science et développement— a donné une classe ouverte en territoire Liberté sur la manière dont les conflits internationaux se forment, se gèrent et se résolvent. De Spinoza et Kant à l'Ukraine, Gaza et «la route de l'argent», une invitation à penser le monde comme des chanceliers et à ne pas rester dans son propre mètre carré.

Depuis l'Unité 15 de Batán —une prison de haute sécurité qui est, aussi, territoire Liberté— et simultanément par appel vidéo, une communauté s'est réunie un vendredi après-midi pour penser le monde. C'était le 24 octobre 2025. Dans le salon du Punto de Paz, en mode hybride, **Hernán Alberto Terneus** a donné une classe ouverte : un Équatorien établi en Argentine, licencié en Météorologie et consultant des Nations Unies, de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement. Le sujet : la gestion des conflits internationaux. Stratégies et perspectives pour les prévenir, les comprendre et les résoudre.

La rencontre était un **EnClave Libre**, le format de l'**Universidad Liberté** qui, en dehors des diplômes, apporte des classes ouvertes à la communauté —y compris aux personnes incarcérées— en mode hybride, avec l'accompagnement de l'organisation **Víctimas por la Paz**. La séance a été ouverte par **Pampa**, président de la Cooperativa Liberté, qui a remercié Terneus pour l'effort de voyager depuis Buenos Aires «pour nous accompagner, pour connaître Liberté». Il était accompagné de sa compagne de vie, **Silvana Greco**, qui n'a pas participé de manière active ce jour-là mais a rejoint le programme de diplôme de la journée suivante.

Diana Márquez, secrétaire du Conseil d'Administration de la coopérative, a pris la parole pour situer la classe dans le projet de l'Université Libre, Populaire et Autogérée de Liberté : «Avoir aujourd'hui Alberto Terneus est un luxe», a-t-elle dit, et elle a raconté qu'elle l'avait connu grâce à Silvana Greco. «Il a une capacité de transmettre ce qu'il sait… et ce qu'il sait est immense.» Ce qui a suivi fut une

conversation de plus de deux heures —avec des questions de la salle et du Zoom— qui a voyagé du XVIIe siècle à la guerre en Ukraine sans perdre le fil.



Regardez la classe complète sur EduTube.

«Peu importe le contenu : ce qui compte, c'est apprendre à penser»

Terneus a ouvert en disant que le sujet «montre que nous sommes tous connectés» : les grands phénomènes qui traversent le monde —il a évoqué le tango *Cambalache*, d'Enrique Santos Discépolo— se produisent tout au long de l'histoire et continueront de se produire. Il a aussitôt prévenu que le conflit international est «un sujet assez complexe» et que, pour ne pas se perdre, il faut travailler avec soin et par niveaux d'importance : de l'individuel au collectif, au national et à l'international. Son objectif était pédagogique : qu'à la fin de la conversation, chaque personne se sente «plus autorisée» à avoir un avis sur ce qui se passe dans le monde, avec son propre mode de pensée. Il l'a exprimé avec une image qu'il a répétée tout l'après-midi : apprendre à penser «comme des chanceliers». Pour comprendre l'éducation en Argentine —a-t-il illustré—, il faut penser comme un ministre, pas comme un élève : l'élève veut réussir ses examens et prendre des vacances ; le ministre doit penser le développement du système à moyen terme.

Pour fonder cette méthode, il a fait appel à deux penseurs «très limpides». Le

premier, **Baruch de Spinoza**, né à Amsterdam en 1632, qui disait à propos de l'éducation : «Ce qui m'intéresse, ce n'est pas le contenu que l'on donne aux élèves en classe. Ce qui m'intéresse, c'est qu'on leur apprenne à penser», car les contenus changent avec les époques et ce qui perdure, c'est savoir penser «avec ordre, avec liaison logique». Spinoza, a raconté Terneus, distinguait quatre façons dont une personne perçoit qu'elle apprend. La première est **quand on lui dit** : une information prise pour indubitable sans qu'elle en soit témoin —«c'est ainsi que fonctionne la rumeur»—. La deuxième, l'**expérience fortuite** : le coup sur le genou, la brûlure à l'huile ; «des accumulations désordonnées d'expériences» qui ne constituent pas une connaissance. La troisième, très usitée en politique, consiste à **attribuer à un effet la cause qui convient** à celui qui veut imposer une façon de penser : un éclair tombe, un arbre brûle, et quelqu'un proclame la fin du monde. «On ne peut pas attribuer à un effet une cause», a-t-il souligné ; le sens naturel est inverse.

La quatrième «est la vraie et elle est ardue» : remarquer où se trouve le manque de compréhension, reconnaître de quelle nature est le phénomène —s'il est agronomique, vétérinaire, mécanique ou électrique—, identifier ses variables critiques et travailler avec méthode. «C'est un travail qu'il faut approfondir progressivement... revenir vers son intérieur, réviser ce que l'on a pensé, se renseigner davantage, avancer.» Voilà, dit-il, la connaissance qui «va le plus nous accompagner» et qui «consolide une communauté qui déchiffre, qui pense, qui partage».

Le deuxième penseur était **Immanuel Kant** et son texte *Vers la paix perpétuelle*, de la fin du XVIIIe siècle. Son point de départ : de même que les relations entre individus à l'intérieur d'un pays sont régies par le droit et l'économie, les relations entre pays le sont également. Et l'essentiel, a souligné Terneus : la condition de citoyen «est ancrée dans les relations de droit et économiques qui configurent l'État», et l'État «notifie» au citoyen à quel niveau de citoyenneté il vit. S'il garantit éducation, santé, logement et protection du travailleur, il lui signale que tout mouvement qu'il fera sera soutenu ; s'il se retire de l'éducation, de la santé, du logement, «ils notifient que la condition de citoyenneté est en train de s'évaporer, et rapidement».

L'anatomie d'un conflit : les axes et les capacités

Avant les études de cas, Terneus a posé le tableau. Les États, a-t-il dit, font partie d'un espace cosmopolite ordonné par la **Charte des Nations Unies** et ses organismes —éducation, agriculture, développement industriel, réfugiés—. Il a rappelé que le système rassemble près de deux cents États membres, chacun avec sa quote-part selon la taille de son économie, et a demandé à la communauté

de le garder à l'esprit : «Le système des Nations Unies nous appartient à tous». Il fonctionne, a-t-il comparé, comme de grands ministères de la planète : éducation, santé, environnement, agriculture, réfugiés, armement, crime organisé, commerce, météorologie.

Tableau noir à l'appui, il a construit un graphique. Sur un axe, le **caractère manifeste** du conflit —ce à quoi il est majoritairement identifié— : environnemental, territorial, économique, financier, politique (avec ses deux dimensions, l'idéologique et la menace potentielle) et, «le plus sublime de la pensée humaine», le religieux. Sur l'autre axe, la **gestion du conflit**, avec ses niveaux d'intensité : de l'échange de notes diplomatiques («Nous avons noté avec grand déplaisir...») aux menaces et aux démarches déstabilisatrices, aux incursions armées ou aux intrusions cybernétiques dans les systèmes critiques, jusqu'à «la guerre pure et dure».

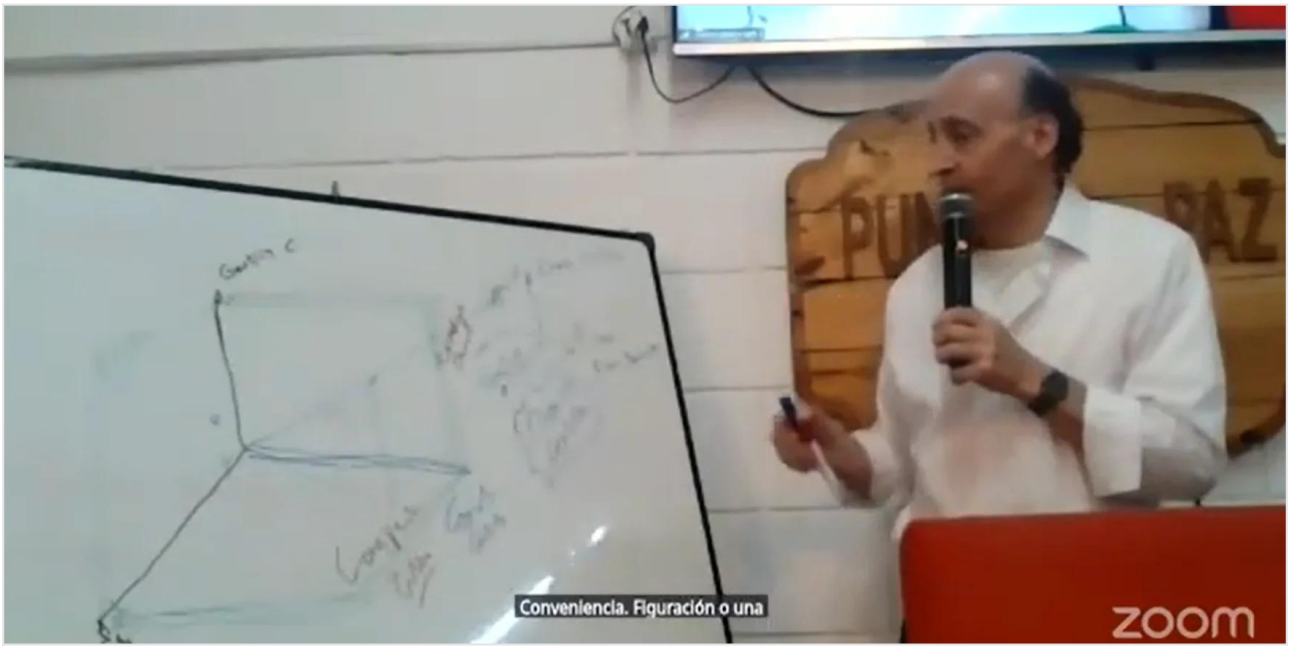


Terneus construit au tableau le graphique des axes du conflit. Au fond, le panneau du salon du Punto de Paz, à l'Unité 15 de Batán.

Les écoles de diplomatie, a-t-il expliqué, construisent avec cela un **plan prescriptif** : elles typifient le conflit et prescrivent comment le gérer selon son type. Mais «dans la vraie vie», ce qui est décisif est autre chose : la capacité de ceux qui sont chargés de décider des rythmes. Et là il a introduit le schéma des **capacités centrales**, qui vaut «pour tout groupe qui veut bien travailler quelque chose» : une connaissance critique de la matière du conflit ; un bon fonctionnement démocratique interne —qui inclut former les plus jeunes avec l'expérience de ceux qui les ont précédés— ; et une capacité de liaison, de «lire

l'environnement» et de demander de l'aide à qui sait. Il l'a illustré avec une pharmacie de village qui ne peut pas fabriquer un analgésique et un laboratoire qui le délivre à l'instant «parce qu'il a des gens qui savent, des gens qui trouvent le moyen d'être plus rapides». «La gestion d'un conflit fonctionne de la même façon.»

Lorsque des corps diplomatiques capables de comprendre réellement ce qui se passe entrent en jeu, a-t-il ajouté, le modèle devient tridimensionnel : apparaissent un «espace de complexité du conflit» et un espace de «complexité managériale». Et un axe de plus, qui «sort du coin de la salle vers le sol» : celui de la **communication**, car les gouvernements doivent rendre compte à leur population de ce qu'ils font.



Le graphique, désormais tridimensionnel : aux axes du caractère et de la gestion du conflit, Terneus a ajouté celui des capacités des décideurs.

De la fin de l'Île de Pâques à la Méditerranée

Le tableau une fois dressé, vinrent les exemples. L'**Île de Pâques** entre les XVIe et XVIIe siècles : chaque clan sculptait ses totems et les déplaçait sur des rouleaux de troncs, jusqu'à ce que la compétition déboise l'île, néglige l'agriculture et «dégénère dans le cannibalisme, qui est la fin de la société». Un conflit, au fond, environnemental.

La famine dans le **Sahel** dans les années soixante-dix, présentée comme une catastrophe naturelle alors qu'elle était «une catastrophe politique» : la nourriture n'entrait pas parce que des factions armées l'en empêchaient, et les anciennes puissances coloniales se renvoyaient la responsabilité. Sa prolongation

aujourd'hui, dit-il, ce sont les personnes déplacées par l'appauvrissement environnemental et le changement climatique qui traversent la Méditerranée —beaucoup meurent dans la traversée— et que les pays de destination reçoivent comme «un défi politique» : «Vous nous envoyez des déplacés», «regardez, ce sont des déplacés environnementaux», «nous avons été votre colonie».

Sur le plan économique, Terneus a lu la situation actuelle des États-Unis —«l'économie la plus endettée du monde»— comme un double jeu : rendre plus difficile l'entrée de produits qui la déséquilibrent et «élargir l'espace d'utilisation de notre monnaie», de sorte que chaque billet soit adossé aux terres, routes et industries d'autres pays. Il a appelé cela «une extension de possession financière» et a cité en exemples l'Équateur et le Panama, dollarisés.

Pour montrer ce qui se passe quand quelqu'un ne comprend pas la nature d'un conflit, il a raconté une anecdote : un spécialiste des conflits personnels qui, de retour de Salta, expliquait son projet de «gérer les conflits climatiques» en observant des délégués à un sommet derrière une vitre et en allumant un feu orange quand la conversation s'enlisait. Le problème, a-t-il illustré, est qu'il ignorait l'essentiel : les délégués qui participent à une **Conférence des Parties** arrivent avec des instructions confidentielles de leurs chefs d'État —«je ne franchis pas cette ligne»—. «Il est impossible que quelqu'un qui ne comprend pas la complexité d'un conflit environnemental se rende compte» de pourquoi une négociation s'arrête ; c'est «un manque d'idoneité pour entrer dans ce conflit».

Vint ensuite l'**Ukraine**. Terneus l'a racontée comme un mouvement sur l'axe de la gestion : après la dissolution de l'Union soviétique, des provinces qui ont exprimé par référendum leur souhait d'intégrer la Fédération de Russie ; l'**OTAN** rapprochant des armements ; une escalade qu'il a comparée à la crise des missiles de 1962 —lorsque, a-t-il rappelé, le plan de la Baie des Cochons fut avorté grâce à **Rodolfo Walsh**, qui décoda à La Havane le message crypté de la CIA—. Selon son récit, la Fédération de Russie a répondu par une «opération militaire spéciale» ; l'OTAN a proposé une pause pour une sortie politique ; et, deux ans plus tard, l'Ukraine s'était renforcée. «Ils nous ont endormis», résumait la lecture de Moscou : une trêve utilisée pour prendre l'avantage «sur l'axe de la gestion». Un mouvement, a-t-il dit, «trompeur, mais ça s'est passé». Sur l'axe des liaisons, il a placé un autre exemple de manque d'idoneité : signer un accord de libre-échange par lequel la haute technologie étrangère —les puces— entre sans droits de douane en échange d'exporter des puces que le pays ne fabrique pas.

L'axe silencié : la communication

> **Note de la rédaction.** Les chiffres et les données d'actualité que Terneus cite dans ce passage font partie de sa propre analyse.

L'axe de la communication, a-t-il averti, peut aussi être un théâtre de conflit, surtout quand il est réduit au silence. Il a rappelé la **Guerre du Golfe** du début des années quatre-vingt-dix, annoncée «avec grande fanfare», et l'a mise en parallèle avec **Karl Marx** et son *18 Brumaire* : les épisodes de l'histoire, écrivait Marx en reprenant Hegel, semblent se répéter «la première fois comme tragédie et la seconde comme farce».

L'exemple argentin était celui que, selon Terneus, «la population ne connaît toujours pas parce que l'axe de la communication est délibérément réduit au silence». Il a affirmé que le dirigeant actuel du pays avait donné —«pas vendu, donné»— à un conflit en Europe orientale des équipements militaires pour un montant qu'il a chiffré à neuf cents millions de dollars, équivalant, a-t-il dit, à deux ans et demi de salaires de soixante-dix mille fonctionnaires : deux hélicoptères militaires, deux douzaines d'avions F-16 qui devaient être achetés au Danemark et, l'année précédente, cinq avions Super Étendard, «ceux qui tirent les missiles Exocet». Pour lui, le fait que rien de tout cela n'ait été communiqué «constitue une défaillance dans la fonction chargée du contrôle d'un pays».

L'abstrait et le concret : les agendas cachés

La deuxième partie de la classe, plus brève, a tourné autour d'une distinction. Terneus a mis en garde contre l'adoption acritique de «recommandations qui ont fonctionné dans mon pays» : un manuel importé —son exemple était «la méthode japonaise»— est une **totalité abstraite** qui, transposée telle quelle à l'Argentine, ne fonctionne pas. Il manque le passage par la **totalité concrète** du pays —son échelle, ses ressources, ses aspirations sociales— pour qu'elle «descende expliquée». Sans cette étape, les agendas cachés font le reste.

Il a appliqué cela à ce qu'il a appelé la possible «troisième grande guerre européenne». Si l'OTAN a été créée pour prévenir les guerres contre des ennemis extérieurs, a-t-il demandé, pourquoi les grandes guerres européennes —de la Guerre de Trente Ans aux deux guerres mondiales— ont-elles toujours opposé des Européens entre eux ? Il a rappelé la séquence des invasions de la Russie : Napoléon, qui avance et est défait ; **Hitler**, qui dans *Mein Kampf* proclame l'expansion allemande vers l'Est et «rebondit» lui aussi. Mais cette fois, a-t-il dit, il y a un acteur nouveau : le privé. Il a parlé de contrats d'approvisionnement en armes déjà signés qui conditionnent toute négociation, et a cité le président

Dwight Eisenhower, qui dans son dernier message à la nation avait averti que l'agenda politique était en train d'être «pris en otage» par ce qu'il appelait le **complexe militaro-industriel**. Aujourd'hui, a affirmé Terneus, des généraux de haut rang sont actionnaires des entreprises d'armement.

«Il faut suivre la route de l'argent»

Il est ensuite passé aux chiffres qui, a-t-il soutenu, expliquent de nombreux conflits au-delà de leur caractère manifeste. Il a affirmé que deux pour cent du produit brut mondial est consacré aux armes —«en Argentine, même l'éducation, la science ou la technologie n'ont pas deux pour cent du PIB»— et que l'OTAN entend porter ses dépenses à six pour cent ; en additionnant salaires, véhicules, installations et contrats, il a estimé à quatorze pour cent du PIB mondial les dépenses de sécurité et de défense.

Sur cet argent, il a construit sa thèse centrale. Citant l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, il a énuméré les grandes mafias du monde —la **'Ndrangheta** calabraise, la Cosa Nostra sicilienne, la Camorra napolitaine, les triades chinoises, entre autres— et a désigné la calabraise comme la plus riche, avec un chiffre d'affaires qu'il a évalué à six cents milliards de dollars par an. Cet argent, a-t-il dit, se recycle avec l'aide des fonds d'investissement, et il a nommé le plus grand d'entre eux, **BlackRock**, à qui il a attribué la propriété de soixante pour cent des terres cultivables d'Ukraine et le rôle de principal financeur de l'industrie de l'armement —Boeing, Lockheed, Airbus—. Sur les trente entités qui financent le plus ce secteur, a-t-il affirmé, huit sont des banques et le reste, des fonds d'investissement.

Pour organiser l'idée, il a eu recours à une figure argentine : le triangle de **Jorge Sábato**, l'un des fondateurs de la Commission nationale de l'énergie atomique, qui pensait l'interaction vertueuse entre l'État, le monde académique et les entreprises. Face à lui, il a proposé un «triangle de la guerre» à trois sommets —entreprises transnationales, entreprises financières et armées— avec une question : «Où est l'État ? Il a été capturé». C'est pourquoi, a-t-il dit en citant le juge antimafia **Giovanni Falcone**, dans les conflits actuels «il faut suivre la route de l'argent». Sous cette lumière, il a relu les menaces de Donald Trump sur le Groenland, le Canada et le Golfe du Mexique non comme des «délires» mais comme un contrôle stratégique des routes et de la surveillance des missiles ; le conflit à Gaza comme carburant de l'industrie de l'armement ; et la pression sur le Venezuela en lien avec ses réserves d'hydrocarbures.

Sur l'axe des liaisons, il a placé un exemple de proximité : un accord par lequel des pays d'Amérique du Sud s'engagent à ne pas autoriser de vols vers les îles en litige en soutien à l'Argentine, et un gouvernement qui rompt ce pacte et autorise

des vols «pour des raisons logistiques» liées à un argent «privé, obscur», en lien, a-t-il suggéré, avec la route du chlorhydrate de cocaïne vers l'Europe. Sa conclusion a traversé toute la classe : beaucoup de conflits «ne sont pas idéologiques», même s'ils peuvent le sembler —c'est leur caractère manifeste— ; ce sont «les mouvements des capitaux, qui sont comme le magma» sous les continents. Et il a mis en garde contre l'utilisation de l'axe de la communication «pour empoisonner la population», avec un exemple : les campagnes contre le pape **François**, que Terneus a liées à son différend avec des secteurs de pouvoir au sein de l'Église.

La densité nationale : que peut-on faire

Terneus est revenu au point de Kant pour fermer la boucle. Quand un État «notifie» que la citoyenneté s'évapore —parce qu'il se retire de l'éducation, de la santé, du soin public—, a-t-il dit, il convient de prendre des précautions : «L'État est le nôtre, il a fallu beaucoup de temps pour le construire et le défendre». Il a rappelé que les processus longs ne s'inversent pas en une semaine —«la solution prendra dix ans, vingt ans»— mais qu'il faut les soutenir, et il a rejeté l'idée qu'il existe «une seule forme de réalité, une seule lecture».

Pour nommer ce dont un pays a besoin, il a utilisé un concept d'**Aldo Ferrer** : la **densité nationale**, soutenue par quatre axes —consolidation des institutions, gestion à empreinte nationale, pensée critique et cohésion sociale—. «La population doit savoir où elle vit et pourquoi nous faisons quelque chose comme cela.» Avec cette densité, a-t-il conclu en revenant à Spinoza, «peu importe le contenu qui se discute dans le monde» ni l'époque : un pays conserve son identité. «Il faut revaloriser cela.»

Les questions de la salle



La classe, suivie depuis le salon du Punto de Paz, à Batán.

Diana Márquez a fait le lien entre la classe et les échanges. Elle a salué le mouvement de Terneus «du macro au micro», et l'a ramené à la maison : on ne peut pas comprendre «le conflit propre qui se produit dans la communauté, dans notre territoire Liberté», sans ces cadres théoriques «qui nous aident à penser, en ouvrant l'esprit», sans rester «dans notre petit mètre carré».

Depuis la salle, **Daniel Q.** a pris la parole, se présentant avec soixante ans et la sensation d'avoir vu «ce pays et le monde dans différentes situations». Sa question était celle du citoyen qui observe les grands mouvements du pouvoir «à la télévision», avec angoisse, sentant qu'«on ne peut rien faire de plus que regarder ça passer» : «Que pouvons-nous faire, nous, le citoyen ordinaire, pour au moins sentir qu'on peut former une option ?»

Depuis Puerto Madryn, à Chubut, **Susana Elba López** est intervenue avec une réflexion : elle a demandé que l'on se souvienne de toutes les personnes qui fuient les zones de guerre —d'Ukraine, de la bande de Gaza, les Européens qui en d'autres temps ont émigré en Amérique—, et a avancé que l'intelligence d'un très grand nombre de personnes «fait que ces guerres restent» circonscrites à ceux qui veulent les mener. Diana Márquez a ajouté la sienne : quelle place a la démocratie «comme gouvernement du peuple» dans tout cela, et pourquoi, même dans la diversité d'opinions qui l'enrichit, finit par peser «ce gain ou perte», avec le sentiment que «nous sommes presque toujours dans le camp de ceux qui perdent». «Peut-être —s'est-elle répondu— parce qu'on le voit d'en bas.»

«Nous sommes une minorité, mais pas n'importe laquelle»

«Ce sont trois très bonnes questions ; elles convergent toutes trois», a répondu Terneus. La première chose, a-t-il dit, est de «se légitimer pour penser de façon critique». Il a convoqué **Mark Fisher** et son *Réalisme capitaliste* —le «il n'y a pas d'alternative» que **Margaret Thatcher** proclamait tout en ravageant le système productif britannique— pour se demander si ce réalisme est vraiment «sans alternative». Il a distingué, avec humour, le réel (ce que l'on voit), la réalité (son traitement), le réaliste (celui qui prend position à partir du réel) et le réalisme (celui qui croit que «rien d'autre ne compte que cela»).

Pour montrer qu'il y a toujours eu une autre façon de lire, il s'est tourné vers **Antonio Gramsci**, qui a écrit ses *Cahiers de prison* pendant plus d'une décennie d'enfermement sous le fascisme, et vers son concept d'**hégémonie** : la vision du monde que le puissant impose comme la seule —«ne réfléchis pas, c'est moi qui te le dis»—, qui est, a-t-il averti, la première erreur que Spinoza signalait et l'antichambre du fascisme. Il a ensuite retracé un parcours à travers l'économie politique : **Thomas Malthus** et l'idée que «la justice sociale est une aberration» ; la dispute entre **Martin Luther** —pour qui l'être humain porte le mal en lui— et **Thomas Müntzer**, «le premier théologien socialiste d'Europe», qui disait que «rien n'est plus sacré pour un être humain qu'un autre être humain» et qui fut écrasé au XVIe siècle ; l'arrivée de ces idées dans les îles britanniques avec le «l'homme est un loup pour l'homme» de **Thomas Hobbes** dans son *Léviathan* ; et la «main invisible» d'**Adam Smith**, qui imaginait la société comme une machine lubrifiée par l'intérêt personnel.

Face à ce courant, il en a placé un autre. Dans le judaïsme, a-t-il dit, le premier précepte n'est pas «aime ton prochain comme toi-même» mais «aime l'autre comme toi-même» : «d'abord l'autre ; grâce à l'autre nous existons». Il a raconté —en suivant **Hermann Cohen**— comment le mot hébreu pour «autre» a été traduit dans la **Septante** comme «voisin» puis, dans la Vulgate, comme «prochain», et comment cette dérive «a défiguré» un précepte central. Il a montré son envers extrême dans le langage du nazisme, qui en est venu à classifier les êtres humains au point de leur nier leur condition. Et il a conclu ce passage avec **Martin Buber** : faire le mal «est très facile» —par violence, par impulsion, par inaction— ; faire le bien «est laborieux, exige compréhension, renoncement, dévouement».

La conclusion fut une légende. Celle des **trente-six justes** : dans le monde vivent trente-six personnes justes qui ne savent pas qu'elles le sont, et qui soutiennent le tissu social pour qu'il ne se déchire pas. Leur leçon, pour Terneus, est de se comporter avec vertu non par récompense ni par crainte du châtiment, mais par

conviction. De là son message à la communauté : «Nous sommes une minorité, mais pas n'importe laquelle». Une minorité qui «défend le drapeau de la justice, de la participation, de l'inclusion, de l'amour de l'autre, de la solidarité» —«en hébreu, justice signifie solidarité»—. Il a appelé à une démocratie participative qui ne s'épuise pas dans le vote, à «former ne serait-ce que des communes» et commencer à travailler, avec la certitude que ce qui semble perdu aujourd'hui «dans une décennie, nous allons le renverser». Il a cité **Walter Benjamin** et son automate qui jouait aux échecs mû par un nain caché, pour dire que «les sensibles» cessent de perdre quand ils cessent d'accepter la théologie que d'autres leur imposent. Et il a rappelé qu'aucune espèce ne prospère «sans liens d'association» : «Il faut soutenir la conviction que nous avons raison, nous avons la solidarité, nous avons la vocation. Associons-nous.»



Terneus a visité le terrain de Liberté à l'Unité 15 avant la classe. La présence physique fait partie de la marque des EnClave Libre.

Le temps —et la connexion satellitaire— ont joué contre la séance tout l'après-midi. «Le satellite nous lâche dans une minute», a prévenu Pampa plus d'une fois, et Terneus a conclu sous les applaudissements. **Miguel Ángel M.**, qui avait ouvert la rencontre, l'a salué au nom de l'Universidad Liberté et de Víctimas por

la Paz, depuis «la prison de haute sécurité de Batán et Cooperativa Liberté», et a promis une prochaine rencontre «en clave libre».

QUI ÉTAIT PRÉSENT

L'EnClave Libre a été organisé par l'Universidad Liberté avec l'organisation Víctimas por la Paz, en mode hybride : un groupe présent dans le salon du Punto de Paz, à l'Unité 15 de Batán, et les autres connectés par Zoom. Étaient présents Pampa, président de la Cooperativa Liberté ; Diana Márquez, secrétaire du Conseil d'Administration ; et Silvana Greco, compagne de vie du conférencier. De la salle sont intervenus Daniel Q. et, par appel vidéo depuis Puerto Madryn, Susana Elba López. L'ouverture et la clôture étaient assurées par Miguel Ángel M.

CÓMO CITAR

Cooperativa Liberté. (2026). «Apprendre à penser comme des chanceliers» : Hernán Alberto Terneus a donné une classe sur les conflits internationaux à Liberté. Cátedra Libre, Universidad Liberté. https://cooperativaliberte.coop/fr/noticias/catedra-libre-gestion-conflictos-internacionales

Cátedra Libre publica la versión escrita y completa de las clases de la Universidad Liberté, abierta a toda la comunidad. Versión online: https://cooperativaliberte.coop/fr/noticias/catedra-libre-gestion-conflictos-internacionales